Le Huchoèr

N°7 **Journal anarcho-indépendantiste breton** **1,5 €**

L'ETAT C'EST LA DEPENDANCE...

L'ANARCHIE : L'INDEPENDANCE !

EDITO

Et de sept ! En bientôt deux ans d'existence, le Huchoèr a abordé en français, breton et gallo, un grand nombre de sujets au travers d'articles de fond et de coups de gueule sur l'actualité bretonne et internationale. Ce qui était à l'origine le porte-voix du collectif rennais Huch! est petit à petit devenu le porte-voix des anarcho-indépendantistes bretons. Aujourd'hui, le Huchoèr officialise en quelque sorte cet élargissement et devient le journal de la Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL).

La formule ne change cependant pas et les colonnes du Huchoèr sont ouvertes (evel just) aux réactions et aux contributions de ses lecteurs/trices. Au passage il n'est pas inutile de préciser que l'abonnement est désormais possible (on se modernise nom de d'la!).

Cette cuvée de février 2003 aborde des questions d'actualité comme celle de la « régionalisation » prônée par le gouverne-ment. Ca parle aussi des matraques de cette belle fRance et de son arsenal liberticide chaque jour plus imposant. Le lecteur découvrira également des textes traitant de questions linguistiques concernant à la fois l'autoritarisme des promoteurs du français et les sales tics que peuvent prendre certains promoteurs du breton. Au-delà des questions britto-bretonnes ce numéro fait une grande place à l'international puisqu'il passe à la fois par l'Argentine, le Kurdistan et l'Occitanie où se développe un courant politique proche de la CBIL. En attendant une éventuelle Internationale anarcho-indépendantiste (ah, ça fait rêver...) les luttes ne manquent pas et nous ne manquerons pas d'être de la partie!

Pour une Bretagne Libertaire dans un Monde Libertaire !

MAD

Le Huchoèr (le porte-voix en gallo) est la feuille de choux intemporelle de la Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

Contact : le_huchoer@hotmail.com
Le Huchoèr c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

Ont participé à ce numéro : Paol Pegan, FabrIs IskIs , Per-Ewan, OLC, Faber Tzale, Larmes-o-point , MAD, Le courrou d'néteïe, RLA, Charline Chapline, CORBO, Emma Hillson.

Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État… Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries…)
- Socialement (ANPE, P.A.R.E…)
- Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales…)
- Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation…)

ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation…).

Nous sommes internationalistes.

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant en entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse… Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires.

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'Etat, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets…) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie…, ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes…). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individue/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiteurs. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination **B**retagne **I**ndépendante et **L**ibertaire

Au-delà de la régionalisation

Tud zo, ha strolladoù zo a dag politikerezh Raffarin ran-vroeliñ ar Stad. En em lakaat a ran en o zouez. Met ma sellomp spisoc'h arguzennoù enebourien ar bolitikerezh-mañ, e vez ouzhpenn d'an enebiezh-mañ, difennet mennozh kozh ur stad kreizennet. Digomprenus eo pa teu eus strolladoù gant ul liv diveliour…

Le débat sur la régionalisation est intéressant à plus d'un titre. Nous avons d'un coté la vision que se fait le gouvernement d'une "expérimentation", et de l'autre un débat qui sert de tremplin à des organisations qui cachent de plus en plus mal leur foi en une France mythique, une et indivisible.

A Rennes se sont tenues des "Assises régionales des libertés locales" afin de parler d'un projet déjà décidé. Belle leçon de démocratie de proximité. Ces assises furent l'exemple des limites vites atteintes, d'un gouvernement qui, "parlant" de décentralisation, ne parvient pas à faire taire ses travers jacobins.

La manière même de concevoir leur régionalisation doit laisser songeur. Il s'agit, tout en donnant du mou, de veiller au monopole de la capitale sur ses vassaux. Oui, la régionalisation du point de vue de Raffarin, je m'en méfie comme de la peste. Je n'oublie pas que ce gouvernement qui "régionalise", c'est aussi celui qui expulse à tour de bras, sans que le bon peuple égalisé pourtant, ne s'en soucie.
Vous l'aurez compris, je ne vais pas défendre, loin de là, la politique d'un gouvernement qui m'opprime socialement et culturellement. Si je m'oppose également au projet de régionalisation du gouvernement en place, ce ne sont certainement pas pour les mêmes raisons qui poussent FO et consorts à se déchirer la poitrine en hurlant "une et indivisible". Tout d'abord, la Bretagne, régionalisée, reste sous tutelle d'un pays qui du reste ne se résignera jamais à abandonner sa politique niveleuse à laquelle elle donne le nom pompeux d'"égalité". En son nom, on tue la différence créant ainsi ce qu'elle dénonce : l'affrontement entre cultures. Mais l'État fait son travail d'État. Ici, malheureusement, rien de nouveau.
Ce qui m'inquiète le plus et me

déconcerte, ce sont les raisons les plus souvent invoquées pour s'opposer à cette dite "régionalisation".
Loin de s'appuyer sur les textes qui ont effectivement leurs limites et leurs défauts, les opposants préfèrent se lancer pour la plupart dans une surenchère de clichés et de syllogismes, qui ne sont pas à l'honneur de leur auteurEs. Mes oreilles en sifflent encore.

Dénoncer les "féodalités" en exacerbant son nationalisme.

Il y a mille manières de faire cohabiter l'idée de "régionalisation" sans pour autant faire de l'ethnocentrisme. Tout dépend de ce que l'on met derrière ce terme. Mais malheureusement, les anti font plus souvent preuve d'un manichéisme qu'un Bush ne renierait pas : l'axe du mal local contre le bien centraliste et universel !
Donner la possibilité à des gens de décider à leur échelle, en dehors du cadre étatique ce qui leur convient le mieux, est en ce qui nous concerne, nous, BretonNEs, Basques, Corses… taxé de féodalisme. En est-il de même lorsque nous prônons cette même politique pour des peuples qui revendiquent cette légitimité ? Quid des Inuits, des Samis, Aborigènes ou autres Natives Americans ? Leur voix se fait également déjà moins forte lorsqu'il s'agit de critiquer le principe d'autonomie s'il est accordé aux territoires d'outres mer. Nous sommes pourtant en présence du même cadre juridique… français.
Pourquoi ce qui est bon pour n'importe quel peuple en n'importe quel coin de la terre ne le serait-il pas pour unE bretonNE ?

Mais sortons de la logique mimétique et penchons-nous sur ce qui me semble être le point le plus important de la problématique. La question fondamentale est : en quoi est-il plus égalitaire et plus démocratique que la France centralise les pouvoirs et les compétences au détriment des peuples basques, occitans, bretons… et même au-delà, c'est à dire au détriment même du peuple

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

français qui lui aussi a le droit de décider à son échelle ce qui lui convient le mieux sans en référer systématiquement plus haut. Cela s'appelle la responsabilité. Ou bien nous luttons pour la responsabilisation de l'individu, et nous croyons en lui, et dans ce cas pourquoi parler de "petit barons locaux" ? Ou bien nous avouons que nos idéaux ne sont qu'un passe temps, mais nous ne nous battons plus contre l'État qui ne voit en nous qu'individus à mater et diriger.

Pourquoi avoir peur de déléguer des responsabilités, puisque c'est pour cela même que nous nous battons ? Non, vraiment ce qui est très dérangeant, c'est de n'avoir jamais entendu ces même opposants pour qui la bien timide "régionalisation" serait une atteinte à une pseudo égalité, se fâcher en voyant les disparités engendrées par la centralisation, elle pourtant bien palpable et bien en place depuis 200 ans, date d'une révolution bourgeoise à laquelle certains libertaires osent encore se référer !

On se lève donc contre la "régionalisation", mais je ne vois personne dénoncer que 80% du budget de la culture soit détenu par 10% de la population ni dénoncer la disparité des salaires selon l'endroit où l'on vit. On se bat contre le retour des "féodalités", mais j'y entends les paroles de Mirabeau : "Êtes vous Bretons ? Les Français commandent !"

Halte au mythe ! L'égalité des chances en France, c'est 40% des jeunes d'origine maghrébine au chômage contre 11% chez les "français". L'égalité c'est aussi le lavage de cerveau, c'est mes ancêtres les Gaulois en Nouvelle Calédonie, en Martinique, les rois de France en Bretagne, au pays basque… Une relecture de l'histoire pour cimenter de manière artificielle des peuples rendus amnésiques et muets. Combien de temps encore ces cellules syndicales, ces mouvements dit progressistes, ces libertaires se voileront-ils la face et continueront de protéger cette machine à faire oublier, pour le bien de qui, de quoi si ce n'est celui d'un mythe, hexagonal, mais certainement pas au nom de l'égalité.

L'égalité, la véritable, ne sera achevée que lorsque toutes les composantes de l'individu, des peuples à travers sa culture, ses langues seront respectées et mises en œuvre dans une dynamique d'évolution sociale.

Nos grands-parents ont fait l'erreur de croire que pour avancer, il fallait se débarrasser des langues en places pour en imposer une autre, "la Française". Comme si une langue ou une culture était responsable ou détentrice de la régression sociale, et qu'une autre ne véhiculait que les lumières et l'universalité. Quelles avancées et combien de conflits nous auraient été épargnés en les additionnant plutôt qu'en les opposant !

Mais non, la leçon n'a toujours pas été apprise et l'on veut toujours nous faire croire qu'une nation détient toutes les qualités et une autre toutes les tares. Ce fantasme n'est pas le nôtre ! Ne le projetez plus sur nous ! Nous ne sommes pas exclusivistes comme continuent de l'être ces réducteurs de têtes républicains. Il n'y a aucune générosité derrières ces discours réactionnaires hérités de siècles de mystifications historiques.

Oui, luttons contre cette régionalisation, mais pas pour défendre cette horreur centraliste. Luttons pour une Bretagne libre et libertaire et qu'enfin nous soyons acteurs de notre solidarité internationale.

FabrIs IskIs

RALATOL

Nouvelle émission sur les prisons.

Infos, messages, musique, débats…
Sur Radio Laser (95.9)
Tous les mardis de 21h à 22h

Contact : Ralatol@resiste.net
Collectif Ralatol, 81 rue A. Guérin, 35000 Rennes

Argentine : où en sommes-nous ?

L'actuelle grève générale au Vénézuéla nous renvoie à la crise économique et aux événements argentins survenus en décembre 2001. Les concerts de casseroles ou *cacerolazos* des premières manifestations argentines nous rappellent eux-mêmes d'autres événements antérieurs en Amérique latine. Début décembre 2001, c'était déjà le président vénézuélien Hugo Chávez (élu le 6 décembre 1998) qui avait eu droit à un fameux concert de rue en guise d'anniversaire de son élection ; une révolte indigène et des manifestations avaient provoqué la destitution de Jamil Mahuad de son poste de président de l'Équateur (janvier 2000) ; au Pérou ce fut Alberto Fujimori qui fut également contraint par la rue, la même année, de s'exiler au Japon et déjà en 1992, Fernando Collor de Mello avait été renversé grâce aux protestations des étudiants brésiliens. Toutes ces manifestations des peuples d'Amérique du Sud sont le fait de l'application d'une politique capitaliste libérale par les gouvernements au cours des années 90, d'autant plus que ces pays ont pour la plupart étés marqués par des dictatures tout au long de la seconde moitié du XXe siècle.

Nous allons aujourd'hui revenir sur les événements argentins qui datent d'il y a un peu plus d'un an et qui se poursuivent encore aujourd'hui, avec la crainte d'un enlisement de la contestation et d'une pleine reprise de l'autorité de l'État.

Pour comprendre la situation actuelle de l'Argentine, il faut d'abord se pencher sur son histoire. Cette histoire politique est marquée par deux courants politiques : les péronistes du Parti Justicialiste et les radicaux (centristes). La première présidence du militaire Juan Domingo Perón (de 1946 à 1955), marquée par la figure de sa femme Evita, s'achève par un putsch. Perón a imposé au patronat la sécurité sociale, la retraite, des lois favorisant les femmes et un syndicalisme sur mesure pour le capital (le modèle mussolinien, puis franquiste, de la centrale syndicale unique et obligatoire) pour mieux museler la conscience ouvrière. De 1958 à 1966 ont eu lieu des présidences radicales écourtées par des coups d'État militaires ; il y a proscription du péronisme, ce qui en fera le centre de l'opposition aux gouvernements militaires de 1966 à 1972. La dictature militaire est à son apogée de 1976 à 1981 avec le coup d'État du général Videla ; il élimine tous ses opposants. En 1983 est élu Raúl Alfonsín (radical) au poste de président, ce qui marque le début de la période parlementariste actuelle.

Le péronisme est dépourvu d'idéologie claire (comme beaucoup de partis de gouvernement d'ailleurs). On le considère comme n'étant ni de droite ni de gauche mais il est en réalité bien de droite, avec un discours et des méthodes populistes et de gestion étatique du libéralisme économique. Le Parti Justicialiste (peroniste) affichait peu de dissensions internes jusqu'à une date assez récente. Et il avait toujours été dirigé par un chef incontesté. Mais les ambitions personnelles de bon nombre de ses dirigeants ont maintenant transformé le parti en une mosaïque de courants sans véritable dirigeant.

En 1999, une coalition entre les radicaux et la gauche argentine arrive au pouvoir avec Fernando de la Rua. Il s'agit plus d'une formule électorale que d'une forme concertée de gouvernement. C'est pendant cette période, dans une récession datant de 5 ans que va se nouer la crise financière qui éclatera en décembre 2001. Cette année-là, l'Argentine compte 36 millions d'habitants dont 14 millions de démunis (dont la proportion est trois fois supérieure en milieu rural : selon les chiffres du ministère de l'Agriculture argentin, 90 % des quelque 5500 petits producteurs de maté – une sorte de thé – vivant dans la province de Misiones n'ont aucun espoir de s'en sortir). Le ministre de l'économie d'alors, Domingo Cavallo voulait lier le peso au dollar et à l'euro ce qui est fait en avril 2001. Tout cela aura pour effet une dette extérieure à fort taux d'intérêt. Le peso était alors surévalué, il y a eu la volonté de dévaluation afin d'augmenter les exportations, mais la récession était là. L'État s'est mis en cessation de paiement de sa dette extérieure avec pour effet une perte de confiance des investisseurs et donc la fuite des capitaux étrangers (fuite de 19 milliards de dollars en moins de 8 mois). Cela entraîne la banqueroute des entreprises et donc de l'arrêt du paiement des salaires. L'État ne recouvrait plus d'impôts : baisse de 13 % des salaires des fonctionnaires. S'ensuivit le *corralito* (gel des comptes) qui affecta directement les classes moyennes et la fin de la parité peso - dollar (cela donna lieu à des différences entre les taux de conversion des placements financiers et les réalités sur le marché). L'Argentine voie alors s'accélérer l'émigration.

La contestation sociale existait bien avant décembre 2001, mais le fait que les classes moyennes soient touchées par la crise a déclenché la généralisation du mouvement. Le 20 décembre 2001, manifestations et premiers concerts de casseroles. Le président Fernando de la Rua démissionne quelques heures après le gouvernement. Puis ce fut Ramon Puerta (prise du pouvoir des péronistes, grâce à la constitution) qui démissionna au bout de 48 heures ; Adolfdo Rodrigez Saa après sept jours (il aura le temps de créer une nouvelle monnaie : l'Argentino). Le 29 décembre, nuit d'émeutes et de « pillage » de supermarchés ; tout au long de cette semaine de noël, les manifestations feront 30 morts et occasionneront près de 4500 arrestations. Lors de la démission d'Adofdo Rodrigez Saa, plusieurs hauts fonctionnaires pé-

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

ronistes quittent le palais présidentiel cachés dans un camion, de peur de devoir affronter la foule. Le poste de président est alors proposé à Ramon Puerta qui refuse et démissionne du sénat. Le 1er Janvier c'est au tour de Eduardo Comaño de prendre le manche pendant 48 heures. Enfin, Eduardo Duhalde devient président le 2 janvier 2002. Il l'est encore à l'heure qu'il est et son mandat finit légalement le 25 mai 2003 (mais espérons que ce sera plus court que cela !). C'est la valse des puissants sur le trône maudit du pouvoir : ils s'y assoient quand il est confortable mais le fuient quand il faut assumer leur stupide engagement. Tout cela montre toute la grandeur du dévouement des élus au peuple qu'ils sont censés servir (dans la logique représentative) : lamentable comme on pouvait s'y attendre !

On notera que le président Eduardo Duhalde a toujours été un grand démocrate. Lorsqu'il était gouverneur de la province de Buenos Aires, a eu lieu, dans cette province, l'assassinat du reporter - photographe José Luis Cabezas. Duhalde fut alors accusé d'avoir fait traîner l'enquête et de protéger les méthodes d'exécution mafieuses de la police de la province de Buenos Aires, accusée de complicité dans le meurtre du journaliste, retrouvé calciné dans sa voiture avec les poignets menottés. Après l'enquête qui s'ensuivit, le suicide d'Alfredo Yabrán, un puissant homme d'affaires mis en cause dans ce crime et considéré comme l'un des soutiens occultes de Carlos Menem (autre grande figure du péronisme), fit grand bruit.

Le 6 janvier 2002 est promulguée une loi d'urgence économique qui donne lieu à la fin de la parité peso dollar ; s'ensuit une dévaluation de 29 % du peso. Le président Duhalde doit s'atteler à d'autres lourdes tâches, notamment celle de réduire un déficit budgétaire de 11 milliards de dollars et d'obtenir un nouveau programme de prêts de la part du FMI.

Le Parti Justicialiste pensait alors être le parti miracle face à la crise. On note, parmi les présidents qui se sont succédés en 15 jours, Adofdo Rodrigez Saa, héritier du style de Peron et de Menem, qui a immédiatement annulé les accorts conclus auparavant avec d'autres dirigeants afin de promouvoir une série de mesures démagogiques et de nommer un cabinet entièrement péroniste.

En dehors de la débandade politicarde, on note la force du soulèvement de la population argentine, toutes couches sociales

confondues, enfin unies dans le clash avec le système capitaliste. En effet, malgré la récession, l'Argentine apparaissait comme un modèle de prospérité. On note que son IDH (Indice de Développement Humain) était le 34e mondial, sur 173 États. Tous ces événements nous montrent donc que tout est possible, et que la révolte peut apparaître partout, même chez ceux qui se sentent en sécurité, une leçon pour tous les égoïsmes occidentaux.

La contestation prend plusieurs formes : les *cacerolazos* (concerts de casseroles), les *escraches* qui sont des actes de dénonciation publique d'une personne devant son domicile, ce qui était jusque là le faits d'associations comme *Las Madrès de la plaza de Mayo* et surtout H.I.J.O.S., pour dénoncer les responsables de tortures et de disparitions pendant la dictature. Cela faisant que les personnalités péronistes locales sont parfois interdites de séjour dans les centres villes.

Les *piqueteros* (piquets) qui consistent dans le blocage des routes est une autre forme de lutte employée, avec bien sûr les manifestations. On note aussi la destruction méthodique d'agences bancaires.

Des signes montrent que le désaveu du système couvait depuis un certain temps : lors des élections législatives du 14 octobre 2001, 40 % de l'électorat s'était abstenu, avait voté blanc ou avait glissé un bulletin nul dans l'urne (cela doit nous rappeler quelque chose…). Les deux partis politiques historiques avaient perdu une énorme quantité d'électeurs. L'usure des principaux partis est d'une telle ampleur que certains ont commencé à songer à en changer les noms. Le fameux *corralito* (décret limitant les retraits bancaires) a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Et il existe en Argentine des survivances de la dictature : des policiers ont assassiné plusieurs dizaines de personnes pendant cette dernière quinzaine de décembre 2001. En effet, comme en Espagne, le personnel des forces «de l'ordre » n'a pas été épuré depuis la fin de la dictature, et les vieux réflexes répressifs et meurtriers ont la vie dure. La répression de la contestation est sévère.

On rencontre plusieurs tendances syndicales face à la crise : Les sociaux-démocrates de la C.T.A. (Centrale des travailleurs Argentins) qui travaillent aux côtés du FRENAPO (Front National Contre la Pauvreté) et qui demandent un minimum pour les chômeurs, une réindustrialisation dans la perspective d'une intégration dans le Mercosur ; les 2 C.G.T. péronistes, complètement dans l'orbite du Parti Justicialiste ; le C.C.C. (*Corriente Clasista Combativa*), organisation de masse du P.C.R. marxiste-léniniste (de tendance maoïste) ; celui-ci soutenait les militaires – pro CIA – jusqu'à leur

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

retrait en 1983 parce que l'URSS achetait de fortes quantités de blé et de viande… On note aussi le rôle important que joue l'église, tant dans la compromission avec le pouvoir que dans une sorte de soutient du mouvement. La *Coordinadora Anibal Veron* composée de plusieurs mouvements. Contrairement aux forces précédemment citées, cette dernière est moins encline à la compromission avec le pouvoir. Elle est organisée à la base, de manière relativement horizontale, même assembléiste, par quartiers qui élisent chacun 2 délégués de quartier qui élisent une *Mesa* au relatif pouvoir de décision contraint à un contrôle par la base. Chaque M.T.D. (*Movimiento de Trabajores Desocupados*) choisit des représentants à la *Coordinadora*. Ce courant est victime d'une campagne de dénigrement de la part de la C.T.A. et du C.C. C. (une constante de la part des réformistes et des communistes autoritaires dans tous les mouvements sociaux de tous temps et de tous lieux).

Les forces politiques et syndicales, indépendamment de toute base populaire, cherchent l'alliance des forces de production nationales (petites entreprises, services publics) contre les entreprises privatisées et les banques (surtout espagnoles et étasuniennes). Mais cette alliance est superficielle : le rapport de forces est favorable au F.M.I., aux États-Unis, au secteur financier et aux entreprises privatisées qui sont contre le change fixe et contre le contrôle de l'État. On note dans ce camp l'attitude de la compagnie pétrolière Y.P.F. Repsol qui a refusé de payer un impôt sur les exportations qui était censé compenser les pertes des banques.

En fait, les principales organisations syndicales (C.G.T et C.T.A.) sont reçues par le pouvoir et semblent s'en satisfaire (même si elles ont des revendications). Elles ne sont pas à l'origine des mobilisations qui sont locales, surtout pour le paiement des salaires et surtout du fait des fonctionnaires.

Mais ce qui est frappant c'est que le mouvement de contestation, et particulièrement le plus radical, n'est que très peu relié aux forces politiques et syndicales. Il n'y a de plus aucun leader de la contestation. Le gel des avoirs bancaires et la poussée du chômage ont favorisé dans tout le pays la multiplication des « clubs de troc » où les échanges de services et de produits se font sans argent. Déjà dévalué, le peso, est partiellement supplanté dans les provinces par des monnaies émises localement (non convertibles) et des bons. Il y a la possibilité d'une restructuration du système politique et d'une rupture avec les grands partis. L'effondrement des institutions est manifeste.

La population argentine retrouve, invente, des fonctionnements libertaires et anticapitalistes comme les assemblées de quartiers de Buenos Aires. Tous les dimanches, les différentes délégations de quartiers tiennent leurs États Généraux où les orateurs se succèdent pour informer du travail dans chaque quartier et proposer de nouvelles consignes de lutte, toutes les décisions se prennent par un vote à main levée, aucun orateur ne peut parler au nom d'un parti politique, les postes de délégués sont rotatifs, etc... Comme à l'intérieur de l'insurrection elle-même, le mouvement de résistance se coordonne sans se centraliser dans une organisation unique et se constitue sous cette forme mouvementiste, sans conducteur, sans "organique" ni leader unique mais - en situations - sans plus de programmes mais dans des projets concrets, sans structure qui noie la créativité populaire mais dans des expériences de contre-pouvoir.

On rencontre en Argentine deux organisations anarchistes : l'O.S.L. (*Organisaciòn Socialista Libertaria*), fondée en 1996 et la FORA (Fédération Libertaire Argentine), adhérente à l'A.I.T.

En Argentine, les anarchistes ont été actifs dans les mouvements contre la brutalité policière, et ont soutenu les vigies des mères, des filles et des fils de ceux et celles qui ont "disparu" pendant le régime militaire.

L'effondrement économique et politique rend très difficile la parution du journal *En La Calle* (Dans la rue) de l'O.S.L. (Organisation socialiste libertaire). Cette organisation a déclaré : "*Mais curieusement, un des signes distinctifs de la manifestation fut le refus absolu des partis. Cette attitude, promue par les médias, jouait en faveur de la désorganisation et de la fragmentation, terrain favorable à la droite*". Cette réaction est étonnante de la part d'une organisation libertaire. D'autant plus étonnant est le fait que certaines organisations et revues libertaires européennes ont répercuté cette citation sans en faire le commentaire. Ce n'est pas une prise de position libertaire que d'affirmer que la révolution n'a pas d'existence en-dehors des organisations politiques et syndicales. Cette attitude d'une organisation libertaire envers le peuple n'est pas historiquement totalement nouvelle car on sait que la C.N.T.-F.A.I. avait eu une attitude assez similaire pendant la révolution espagnole, en participant aux gouvernements espagnol et catalan tout en disant à leurs militants qu'il fallait sacrifier

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)
les principes communistes libertaires (collectivisations) pour la lutte antifasciste.

La FORA n'a pas eu ce genre de réaction. La FORA, qui écrivit de belles pages de l'histoire

des travailleurs en Argentine. On pense par exemple à la semaine tragique de janvier 1919 pendant laquelle la police avait tiré à Buenos Aires contre un piquet de grève devant une usine et avait tué quatre ouvriers. La FORA déclara la grève générale, la capitale fut paralysée par des barricades, des attaques de magasins et des distributions de nourriture, l'armée intervint arrêtant 50 000 personnes et tuant un millier d'autres. Elle a été très diminuée à partir de 1929 par le coup d'État militaire précédant celui de Peron, mais a continué activement la lutte dans la clandestinité jusque dans les années 60.

Dans *Organizacion Obrera* (Organisation ouvrière), la feuille de la FORA, elle explique les principaux aspects de la lutte. Elle dénonce très clairement les syndicats et les politiciens de gauche et d'extrême gauche, adversaires des ouvriers. Elle défend les principes libertaires de libre fédération, d'horizontalité des pouvoirs, de création d'assemblées générales de lotissements, assemblées de délégués de quartiers mandatés révocables, des délégués locaux, régionaux, et internationaux, toujours révocables et le contrôle de la production et de la consommation par les dites assemblées. Avec la force spontanée des travailleurs argentins en lutte, c'est l'organisation la plus crédible.

Aujourd'hui, tant la contestation que la crise économique ne sont pas terminées en Argentine. Le pouvoir politique cherche toujours à recouvrer sa place étouffante, oppressive. Mais le mouvement ne s'est que très peu essoufflé et il faut espérer qu'il y aura une relance. Ce qui serait très possible si la situation de perpétuelle recherche de solutions passant par l'État et ses mesures financières de négociation avec le F. M.I. n'aboutissait pas. Cette situation exaspérante pourrait à la longue désespérer toutes les couches de la population. De toute façon, une embellie ne serait toujours que passagère et empêcherait la pleine prise de conscience de l'urgence de mettre en place une société sans État ni patron, que ce soit en Argentine ou en Bretagne et dans le monde entier. Car le capitalisme est trompeur, il peut donner l'illusion d'une relative sécurité, mais il est malade. Chacune de ses convulsions entraîne des pans entiers de l'humanité enchaînée à l'argent. Pour mettre fin à ce supplice aidons-le : achevons-le !

Per-Ewan

Et hop… un article à 7500 euros

Ca y est, j'ai fait le plein de drapeaux français. Depuis que c'est interdit... je sais pas pour vous mais moi ça me donne des ailes ! J'ai fait le plein de carburant aussi… avec la future guerre en Irak, les prix du cocktail Molotov vont s'enflammer. Je viens de découvrir une nouvelle recette… elle s'appelle retour à l'envoyeur. Je propose de remplacer le chiffon blanc par un chiffon aux trois couleurs… Rien que pour le bout de tissu, vous en avez pour 7500 euros de matos… prix sans le carburant… mais attention… vous devez l'outrager pour que son prix en vienne à grimper si haut. Vous avez le choix : vous pourrez essuyer dessus votre jauge à huile, nettoyer vos pompes avec… vous torcher voire… Ca y est : votre tissu bat alors tous les records de prix.

Imbibez-le du carburant irakien, (son prix vaut des milliers de vies brisées quand même !). Ca y est, vous êtes le détenteur de l'arme du pauvre la plus chère sur le marché. Vous êtes prêt. Vous aurez alors l'inestimable plaisir de leur envoyer sur la gueule un cocktail qui en a (de la gueule). D'une pierre vous faites deux coups : vous leur rendez leur sale torchon tricolore au nom duquel nous devons nous taire et nous aligner, et un peu de leur pétrole si précieux que les grandes démoCRASSies se permettent de tuer.

Trêve de plaisanterie. En votant cette infamie d'outrage au drapeau français et à la Marseillaise, c'est un peu plus notre liberté d'expression qui est bafouée… et elle, elle n'a pas de prix… comme ces vies qu'on ôte chaque jour au nom d'un marché ou se côtoient pèle-mêle marchands de canons et patrons profiteurs et licencieurs. Mais évidement en France, fabriquer des engins de mort est tout à fait acceptable. Par contre, servez-vous en pour vous défendre d'eux… Mais bon, on s'en fout, la France est heureuse… ses symboles deviennent intouchables. J'aimerai tout de même savoir où cette stupidité s'arrêtera, et surtout où s'arrêtera le crime de lèse-majesté ? deumin kombien kouterat la fote de francé ?

Emma Hillson

Lez pastór e lez Indyiaèn

Esprè aveir jóae o cow-boy an Afganistan v'la don le Bubush qi vioes faèrr sa gègèrr o sez G.I. JOE an Irak. L'est ti boudet le qenié la... j'aes dan l'idaèy q'il fut bèn elevae, son paèrr poet yèstr lorióz de li, cóm nan diraet par ilaé : il ne s'deconaet poènt . Çaez lez Bubush la foley'riy est unn istoèrr de famiylh... Son paèrr avaet bèn cómanczae l'óvraij, astór faut l'finir, pari? E pé le Sadam est un sapré "diabl" alór faut poènt se faèr trop de tabut : la gèrr est unn bónn idaèy. Le ben contr le mau, nan v'la ti pas un bèu pergramm? E pé duran le tan la lez ameriqaèn ne sont poènt a sonjae dan d'autr qei... alór anveiaez lez elij pór lez militaèrr! V'nez don caunte li pór le graund rigedao nucléaèrr! Nanni? v'ètt poènt d'agraé? Est poènt un joe haetaunt? Alór fauraet vantyaé nóz dónae qoqez espliq rapor a la politiqq au béraud fraunçaéiz qi a non Chichirac. A cauzz q'il est un p'ti cóm le bobiatz ameriqaèn. Est vantyaé pu aizae de faèrr acreiczae lez elij pór lez militaèrr e lez mau coèfae qe de faèrr apeticzae le chomaij. Maèn c'est vra, ben seür j'óbliaès le perblèm numero un

dez françaéiz : l'einseürauncz... E cóm lez ameriqaèn, qan lez fraunczaéiz sont a sonjae dan l'einseürauncz il ne sont poènt a sonjae dan d'autr qei...

J'aèm bèn mei le Bubush e le Chichirac: i sont un p'tit cóm dóz fraèrr "jumeau". Lez dóz furent eslu d'unn droll de manyaèrr, lez dóz ont la mesmm idaèy deü socziau, lez dóz aèm bèn jóae o la planètt. E pé qan c'est q'nan poet jóae d'asambl c'est cor melhór! N'óbliaez poènt Nagasaki. N'óbliaez poènt Mururoa. E qi c'est qi est a nóz cauzae d'"arm de desgataman masivv"? L'embargo ameriqaèn su l'Irak est deja "'arm de desgataman masivv " de la poblauncz iraqiaènn...alór si nan cauzz de la poéczauncz militaèrr astór... Qan nan vei cóman qe lez dóz bobiatz moertryaer frauncéiz e ameriqaèn sont a resspeitae la viy su tèrr e lez dreit ómaèn, je sonj qi faut vraèman yèstr fou pór vóleir jóae caunte yeu. Alór cóman q'il font don pór aveir le poèir e le gardae cóm ela? La responcz est a teróae dever lez France 2, TF1, BBC, CNN and co... Un jórn faura bèn qe cez mass-mentór paiaent le priz de lór menteriy e de lór maeneiriy !

MAD

REFRACTIONS N°8

Réfractions est une revue née en 1997 sous l'impulsion de personnes dispersées géographiquement et de sensibilités différentes, qui ont pour ambition de présenter des sujets divers dans une optique anarchiste. Le numéro 8 de cette belle revue des "recherches et expressions anarchistes" intitulée *Fédéralismes et autonomies* est sorti à l'été 2002.

Nous conseillons particulièrement la lecture de l'article de Roland Breton *Peuples, nations, ethnies face au fédéralisme,* ou l'auteur nous livre ses réflexions sur la place des formations sociétales face aux formations sociales (classes) en se basant notamment sur le cas de la France.

Un autre article attire particulièrement notre attention, c'est celui de René Furth, intitulé *La difficile reconnaissance des ethnies françaises* . Pour l'auteur, le fédéralisme doit également tenir compte des réalités que sont les cultures, les langues, les territoires, et René Furth de remettre en mémoire les traditions de luttes sociales ou de « sécessions religieuses hérétiques » occultées par l'histoire officielle qui préfère nous présenter toute culture extérieure au périphérique parisien sous forme de clichés folkloriques réducteurs.

N'oublions pas non plus des articles très intéressants comme: *Les anarchistes contre l'impérialisme* de Lucien Van der Walt, ou l'article de Georges Rivière : *Algérie, l'insurrection libertaire du mouvement des assemblées Aârouchs.*

Bref, nous vous recommandons vivement la lecture de cette revue semestrielle (à ce propos le numéro 9 " Au delà de l'économie quelles alternatives? "est déjà sorti).

Pour plus de renseignement , ou tout simplement pour vous le procurer : http://refractions.plusloin.org
ou bien écrire à Les Amis de Réfractions, B.P 45 . 13920 St.Mitre les Remparts - CCP Lyon 11 067 24 J

Nous, nous parlons breton !
(mais pas comme des ploucs, on est des gens civilisés !)

Kavout a raer e Bro-c'hall ur stumm dibar evit deskiñ ar yezhoù.
Didallvoudekaet int en deskoni graet dre skrid nemetken. Zoken dre gomz e vez desket ar yezhoù evel ma lennfed galleg : hep pouez mouez nag aksant. Chomomp hep disoñjal : ar galleg a zo ar yezh vravañ er bed, yezh gwirioù mab den, an hini en deus torret chadennoù gantvedel an denelezh !

N'eo, yezhoù all ar bed, nemet restachoù ar grenamzer, trefodachoù ar galleg, ar yezh-se a ziskouez strizhder he fobl unvan dre un ton…
Neuze, gwasoc'h eo e-barzh ar broioù aloubet, e-lec'h e vez pouezusoc'h hag aesoc'h an disevenaduregezh.

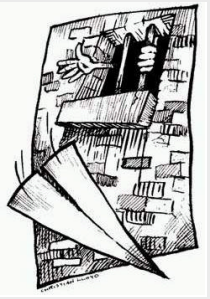
Ped kanaouennoù e Breizh a zezrevell c'hoant ar remziadoù nevez da vont kuit e kêr (¨Pariz…) ha da goll o aksant, o aksant "plouk" ?
Bremañ, kalz a dud a implij ar brezhoneg evel troidigezh ger a ger ar galleg.
Met n'eo ket unton ar brezhoneg, dleout a ra bezañ kelennet en ur ruilhañ ar "R" (e-giz e vez graet e kembraeg) ha komzet gant an aksant, an hini a garer, an hini a zo bet dibabet ganeomp…
Arabat kaout mezh. Ar re a varn an aksntoù evel traoù ar gouerien a zo ar memes re a ganmeul ar gevredigezh-gêr, distaget diouzh he merkoù sevenadurel, ha yezhel eta.

Yezh labourerien-douar, ha labourerien mor eo ar brezhoneg penn kentañ, ra vo loc'h ennomp !
Hon yezh he deus emdroet gant ar mareoù, e-touez kan al laboused, n'he deus ket kresket en rouzmouzerezh an tourterioù hag ar morzholierioù (memestra evit ar yezhoù distadelour : euskareg, okitaneg...)

Bezañ mezhek gant e vammenoù-kouerien, gant orin maeziat e yezh a ya da gred evit ar gêraoz-se, breinet ha pegus, kred ar vernigezh gevalaour, nac'h an hinienn.

Paol Pegan

HUCH
AN DIVELIOURIEN
IVEZ
A STOURM E
BREZHONEG !
Huch c/o CBIL BP 70402 22200 Gwengamp cedex



Adresses des prisonniers politiques bretons.

Écrivez-leur, ils en ont besoin...

Gaël Roblin
273 196 - D1 / 121
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France

Jérôme Bouthier
304 011 X - Cel. D1 23
bâtiment D2
M.A de Fleury-Mérogis
7 av. des Peupliers
91705 Ste Geneviève des Bois - France

Alain Solé
17 348 - Cel. A 125
M.A. des Hauts-de-Seine
133 av. de la Commune-de-Paris - BP 1414
92014 NANTERRE - France

Kristian Georgeault
276 024 - A 333
42, rue de la Santé
75674 Paris cedex 14 - France

Pascal Laizé
274 740 - F 2 / 247
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France

Stéfane Philippe
273 209 - B 117
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France

En désaccord avec le projet de société Étatique que nous réserve bon nombre de mouvements de libération nationale et en opposition avec un certain nombre de mouvements libertaires qui sentent bon la jaCObiNNERIE, les anarcho-indépendantistes veulent peser sur la problématique nationale.

Nous ne nous satisferons jamais d'un changement qui ne tendrait qu'à remplacer un flic français par un flic breton. Le patronat breton n'aura jamais notre préférence même s'il se pare d'hermines (surtout s'il se pare d'hermines)... mais nous ne nous alignerons pas non plus sur les anarchistes qui à la critique constructive des luttes de libération nationales préfèrent la négation de cultures ethnocidées en silence, ou qui, au mieux, jettent dos à dos oppressés et oppresseurs lorsqu'ils consentent à reconnaître la problématique.

En Bretagne, la CBIL lutte pour une société libertaire respectueuse des diversités culturelles. Mais qu'en est-il ailleurs ?

Le Huchoèr est donc heureux de vous annoncer la constitution d'un mouvement occitan qui se bat sur des bases anarcho-independantistes. Son nom : Occitania libertaria. Nous vous proposons donc un court texte de présentation :

OCCITANIA LIBERTARIA, qu'es aquò ?

Occitania Libertaria est un groupe de sensibilité communiste libertaire dont l'origine remonte aux années 80. Issus principalement du mouvement anarchiste français, les membres fondateurs, face au sectarisme et au racisme des anarcho-jacobins de France, s'organisèrent principalement en Languedoc. Se référant prioritairement à l'expérience de la F.A.C.O.(Fédération Anarcho-Communiste d'Occitanie) le groupe Languedocien pris naturellement contact avec l'organisation Poble d'Oc dont les textes sans ambiguïté quant à leur position clairement communiste libertaire convenaient tout à fait aux libertaires occitans de la région carcassonnaise et limouxine. Qu'en est-il actuellement?

Après une longue période d'essoufflement le groupe s'est redynamisé, principalement grâce au concours du groupe révolutionnaire Anaram Au Patac basé principalement en Béarn et Gascogne, et avec qui il partage de nombreuses analyses quant à la situation actuelle en Occitanie mais aussi dans le reste du monde. Même si ces deux groupes sont issus d'origines politiquement différentes la capacité d'ouverture et le dépassement des doctrines anarchistes et léninistes leur permet de lutter de front sur les bases communes de l'anticapitaliste et de la lutte des classes, l'aspect identitaire de ce combat y étant complètement intégré. Les militants d'Occitania Libertaria, actifs au sein des comités de chômeurs et précaires des années 98, également solidaires des travailleurs de la chaussure (Myrys), sont présents actuellement dans la lutte contre les OGM, mais aussi en soutien aux diverses victimes de la répression, dernièrement, aux côtés des viticulteurs languedociens sévèrement réprimés pour leur juste pratique de l'action directe.

Le soutien à la cause Palestinienne ne fait aucun doute et l¹affirmation de l'anti-sionisme diffère de la timidité voir de l'absence des anarchistes français. Idem pour le soutien au Peuple Basque en lutte, Occitania Libertaria, au côté d'Anaram Au Patac, s'est clairement positionnée contre la répression puis l'interdiction subies par Batasuna et toutes les structures politiques, culturelles et sociales d'Heuskal Herria. Solidaires de la lutte des Zapatistes au Chiapas, les militants animent certains Comités Chiapas qui devraient d'ici peu affirmer leur refus de l'identité française…

Dans son combat pour l'édification d¹une société communiste, Occitania Libertaria lutte :
- pour la collectivisation des moyens de production et la réapropriation des terres occitanes colonisées
- pour le respect et l'épanouissement de l'identité nationale occitane
- pour la reconnaissance du Peuple Occitan et de ses droits nationaux
- pour la maîtrise par la communauté nationale occitane de son développement en matière économique, sociale et culturelle.

Per lo comunisme e la libertat, Accion Directa dels trabadors !

"Tant qu'il y aura en Europe une seule nation persécutée, le triomphe
décisif et complet de la démocratie ne sera possible nulle part.
L'oppression d'un peuple ou d'un simple individu est l'oppression de tous et
l'on ne peut violer la liberté d'un seul sans violer la liberté de chacun"
Michel Bakounine (Appel aux Slaves)

Occitania Libertaria, plaça de la caminada, 11300 Rocatalhada - zapata11@free.fr

Ein volk, ein reich, ein académie française

Il n'est pas rare d'entendre dans la bouche des adversaires acharnés de nos langues que non seulement ces dernières ne servent à rien, mais qu'en plus, elles coûtent de l'argent, qui justement manque cruellement à l'éducation nationale. Hormis le fait que cet argent est à mon avis à prendre dans la caisse de l'armement et de la flicaille bougrement bien dotées en matière budgétaires, je suis surpris d'entendre les mêmes râleurs et râleuses se lamenter en voyant le français être petit à petit exclu du parlement européen, lorsqu'il s'agit justement pour l'Europe de faire des économies et ce, pour les mêmes raisons.
S'il devient une réalité, le passage à 21 langues devrait coûter annuellement 521 millions d'euros à l'Assemblée, et le français, ça coûte cher ! En tout cas bien plus cher que nos langues.
Mon but est ici d'essayer de démontrer en se basant sur de nombreux exemples, que la finalité recherchée par la France en se battant contre ce genre de projet n'est pas la reconnaissance multiculturelle et le droit à la différence, mais bien de figurer parmi les cultures rayonnantes qui décideront de la vie et de la mort des cultures qui n'ont pas pour vocation l'acculturation et la colonisation linguistique, sans lesquels la domination économique ne s'implanterait pas durablement.
Car la bataille des langues, ainsi que le monde anglo-saxon et la France l'ont très bien compris, n'est pas une guerre de chapelle ou de clocher.
Mais voyons donc de plus près qui se cache derrière les colons de la francophonie.

Je parle, tu parles, ils rayonnent

Colon est un mot trop fort me direz-vous. Et pourtant je pèse bien mes mots. La nébuleuse des militants de la francophonie ne rassemble pas seulement des fanatiques de la dictée ni des intégristes de l'imparfait du subjonctif. Pour preuve, cette association, l'ASSELAF (Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française) qui a notamment pour but d'"assurer l'expansion et le rayonnement de cette langue [française] dans les pays francophones et le reste du monde".
Non vous ne rêvez pas… et cette association qui a pour but avoué de faire régner la francophonie sur le globe entier rassemble pêle-mêle quelques personnalités telles que Christine Boutin, Jean Pierre Chevènement, ainsi que Georges Wolinsky coude à coude avec François Cavanna (qui doit certainement penser que la lecture de Charlie Hebdo doit être indispensable et salutaire à la planète entière !).
En tout cas il est intéressant de voir ce qu'ont en commun M. Philippe de Saint Robert, président de l'association et membre du haut conseil de la Francophonie, Paul Marie Couteau, écrivain, Pierre Maillard, ambassadeur de France : ces trois personnages et bien d'autres, tous membres de l'ASSELAF, ont tous signé un texte s'élevant contre l'enseignement des langues minorisées.
Surprenant quand on sait que l'ASSELAF appelait à manifester en 97 "pour la liberté et la diversité, contre le conformisme et l'uniformité. Contre la langue unique, vecteur du modèle unique de vie et de pensée. Pour le droit d'apprendre et de parler la langue de son choix".
On pourrait croire à un texte écrit pour DIWAN ou les calendretas occitanes ! Terrible de voir autant de clairvoyance quand il s'agit de leur langue, et faire preuve d'autant d'obscurantisme quand il s'agit des mômes. Car c'est pourtant bien le président de l'ASSELAF qui déclara deux ans plus tard : "notre premier ministre décidait d'assiéger la langue française de l'intérieur et annonçait sa volonté de ratifier un document débile émanant du Conseil de l'Europe, appelé Charte Européenne des langues Régionales ou minoritaires".
Alors pourquoi dénoncer "le spectre [qui] hante le monde : le spectre de la langue unique" alors qu'ils sont eux même les promoteurs de la langue unique française dans l'hexagone, pour commencer, en refusant catégoriquement tout statut pour les langues minorisées ?

Ma langue est ta conscience

Madame Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle à l'Académie française est beaucoup plus claire mais non moins paradoxale dans ses dires :
"(…) c'est la langue commune, la langue française qui seule incarnera et maintiendra l'unité morale et culturelle des Français. Qu'elle soit condamnée à partager ce rôle avec les langues de France, elles sont d'ailleurs légions et notre patrimoine culturel, notre identité voleront en éclats".
Nous avons à faire ici à un double aveux : le français ne sert pas ici à se comprendre mais à

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

cimenter la cohésion et la conscience nationale. Le Breton doit désapprendre le breton ou le gallo pour oublier qu'il est breton et ne se souvenir que de sa nouvelle identité.

Deuxième aveux, celui du caractère étranger de nos peuples et de nos cultures sur le sol de la république une et indivisible française. Comment en effet interpréter autrement les paroles de l'académicienne, persuadée d'une identité française disloquée en cas de partage avec les cultures régionales ! Les cultures régionales ne font donc pas partie de l'identité française… CQFD. En résumé, si nous suivons bien le chemin de pensée de madame Carrère d'Encausse, non seulement le ciment francophone qui sert à recouvrir des entités allogènes est factice, mais en plus ce dernier est de mauvaise qualité puisqu'il ne supporte pas le mélange.

Comme je le disais plus haut, la secrétaire perpétuelle se trouve être assez paradoxale : ne participait-elle pas à la manifestation qui avait pour thème "fêter la langue française, la diversité culturelle et le dialogue des cultures ?" … Bon d'accord, je suis de mauvaise fois puisqu'il s'agissait en fait de fêter la diversité des langues et des cultures dans les 55 États et gouvernements **de l'espace francophone**, ce qui, je vous le concède, est beaucoup plus restrictif.

Le prestige en prend un coup

Les diverses associations de défense de la langue française signent souvent des petits chefs d'œuvres d'odes à la diversité culturelle que je ne me lasse pas de lire. A propos de "l'anglophonie" ces dernières parlent de "totalitarisme [qui] ne manque pas hélas de collaborateurs, qui n'ont de français que le nom".

Ces aveugles qui s'autoproclament "partisans de la liberté", par mimétisme avec l'État français certainement, lancent parfois d'héroïques salves dramatiques qui réussiraient presque à me tirer la larme de l'œil : "Voici l'État bafoué, la langue française humiliée, notre peuple méprisé, notre culture ébranlée, notre prestige international abaissé, notre place et notre rôle dans le monde compromis".

Pour eux, la diversité culturelle consiste à ce que le français joue le rôle de l'anglais tout en dénonçant l'hégémonie de la langue anglaise.

Voilà donc le genre d'individus qui osent donner des leçons aux militants bretons, qui eux n'en demandent pas tant. Ce sont ces malades de grandeur et de reconnaissance qui osent parler de je ne sais quelle maladie fascisante à notre égard quand nous ne demandons qu'à pouvoir exister décemment.

Les repliés culturels bretons que nous sommes n'ont jamais demandés à rayonner sur le monde ni à se parer d'un prestige que seul ces Césars et autres dictateurs réclament. Nous voulons simplement ce qui nous est dû… ni plus, ni moins. Pourquoi devrions nous nous contenter de mesures compte-gouttes alors que les mêmes personnes trouvant suffisant trois minutes de breton par jour à la télévision pour sauver le breton, manifestent pour sauver une langue qui jouit de tous les droits et de toutes les protections et ce, d'une manière incomparable ?!

Comment peut-on comme Cavanna, Jean Dutour, Max Gallo, Dominique Noguez, Philippe de Saint Robert…, signer un appel à "vivre en français" où il est écrit que "la richesse du monde viendra de la pluralité des langues" et en même temps empêcher des langues minoritaires de faire partie de cette richesse en les dénigrant, ou en se battant d'une manière ou d'une autre contre leur déjà difficile survie ?

C'est ici un paradoxe que je ne suis pas en mesure d'expliquer sinon par la plus pure mauvaise foi qu'il me soit jamais permis de constater. Cette mauvaise foi est animée par une volonté hégémonique contrariée par la culture anglo-saxonne bien plus perfide que ne sut l'être la francophone. Pas de taille en face de ce rouleau compresseur, l'impérialisme français trouve en nos langues de bien pratiques boucs émissaires. Historiquement, toutes les phases de protection du français (le dernier prétexte fut anglais) n'ont servi qu'à étouffer un peu plus ce qui semble aux tenants de la francophonie comme une agression à leur unité qui semble malgré tout bien plus fragile qu'on ne le pense.

Le meilleurs des ciments ne retiendra pas indéfiniment le vieux mur qui s'écroule.

Faber Tzale

Graine de Sarko

Bon, ça commence à faire un bail que les élections tout ça blabla sont passées, le Pen deuxième tour tout ça quoi, la gauche sécuritaire dans la rue et pis blabla. Ouais, y'a bien eu un moment en Mai où je me suis dit : « bon ça y'est les moutons et les TV-believing ont été mettre leurs bulletins pour le meilleur des escrocs commerciaux » (ben Chirac a quand même réussi à vendre à un max de clients un programme très très à droite en passant pour un grand antifasciste avec l'aide de ses concurrents !!!).

Maintenant, les premières mesures vont tomber et les blairs vont se réveiller avec la gueule de bois en se disant qu'il serait p'têt temps de s'enfiler une aspirine dans le gosier et de dégager cette saloperie de mal de crâne !

Retour sur la présomption d'innocence, augmentation du pouvoir de la flicaille en mal de bavures, criminalisation des squats, des jeunes, des pauvres, construction de nouvelles prisons (et pis c'est pas pour réduire la surpopulation à l'intérieur), tabassage en manifs, fichiers ADN hag all, hag all…

Et vlan, je me suis pris une de ces claques avec tous ces gens qui se disent satisfaits ! C'était bien la peine de descendre dans la rue pour des… pareils ! Bon, je ne citerai pas de chiffres de sondages car ces industries de menteurs statistiques patentés me révulsent autant que les choses qu'ils veulent démontrer. Mais là quand même, y'a de l'abus : je ne pige pas comment on peut être contre Le Pen et pour la bande à Chirac, car c'est, faut bien s'le dire un des gouvernements les plus sécuritaires, les plus autoritaristes, les plus fliqués que nos voisins français et par ricochet, les gars nous-mêmes, n'ont jamais eu. Pis, c'est aussi le plus patronal : ça fait un peu penser aux appels du pied d'un certain Hitler aux industriels de la Rhur pour mieux asseoir son pouvoir.

Mais en bon commercial, Chirac et son conseiller Raffarin (un ancien vendeur de café) ont su se la jouer cool : plutôt que d'être les méchants, ils ont dégainé leur « méchant gentil flic qui tape mais qui défend les pauvres dans l'esprit du fascisme républicain avec une graine de social présidentiable au cas ou le big boss ne pourrait pas se représenter en 2007 » : Nico Sarkosy, un type comme on n'en fait plus (et heureusement !). Parce que moi j'vous le dis : un type qui arrive à faire passer une patrouille de CRS enragés pour une équipe socio-éducative, ben c'est soit un bon magicien, soit c'est qu'il a un public de merde ! Et pourtant, ça marche… Je suis si-dé-ré !

Tellement sidéré que je n'ai même plus assez de sidération en réserve pour m'énerver encore plus contre le fait que les députés du FN osent déposer des amendements encore plus sévères que les textes originaux à l'assemblée… Hein, kesque tu dit, OLC ? … Ah ouais, je voulais dire de l'UMP, les députés. Tiens v'la même que désormais cramer un drapeau ou siffloter pendant que les patriotiques servants de leur république de merde nous diffusent leur appel à la barbarie (que ce soit dans les stades ou ailleurs) deviendrait passible de 6 mois de taule. Personne n'a un briquet à me prêter, je m'sens des envies pyromaniques, là, brusquement, tout d'un coup. (Spéciale dédicace au passage pour les ivoiriens qui en visant le drapeau ont cramé l'ambassade du colon français chez eux).

Décidément le Sarko est hélas contagieux, pire que la varicelle. D'ailleurs on en a une jolie (façon de parler) épidémie à Rennes. Les premiers à l'avoir chopé ont été les flics, mais bon chez eux y'a comme une immunité permanente du à l'accoutumance (et au fait que de toute façon leur état ne peut plus guère s'aggraver), non là où c'est gênant c'est quand dans le délire fiévreux qui s'empare de la population atteinte on entend des choses comme : « Oh (émerveillement hallucinatoire) !!! Qu'il est beau le métro qui n'a pas de

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

pauvres dedans pour nous faire chier que l'on se sent bien en sécurité avec tous ces messieurs en uniformes si serviables et ces caméras et ces micros placés là pour notre bien que l'on nous a dit… (suite de délires inaudibles) » ou encore « Ah, tous ces policiers place sainte Anne qui font dégager les marginaux qui ont plein de chiens que je n'aime pas les chiens ni les marginaux d'ailleurs et pis tous ces jeunes certainement de la racaille qui vend de la drogue toujours ivres morts que leur place à tous est en prison et pis qu'en plus c'est tous des étrangers et même quand ça n'en est pas qu'ils sont quand même tous des délinquants qui doivent tous aller en prison »…
Kaoc'h !!!, je viens de me surprendre en train de siffloter la Marseillaise… Je suis touché… Une, deux, une, deux… Ouch !... CHARGEZ !!!... Arggggg… vite un médoc…

Bon, je me remets. Et j'en viens à l'actu : la manif d'hier (je me trahis ainsi en vous laissant deviner que j'écris ce 26 janvier, ce qui ne va pas plaire à l'équipe de rédac' du journal vu que les articles était à rendre pour le 21 décembre de l'année dernière…), c'était pourtant bien passé : pourquoi a-t-il fallu que des racailleux en uniforme, obsédés de la matraque, parfumés avec Lacrymo de Sarko – Paris (parfum qui risque de rester à la mode pendant encore un certain temps) chargent la fiesta du soir (décrite par les journaleux comme bon enfant). Heureusement, la réaction des insoumis amateurs de musique pas comme celle qu'aime Nicolas, a été saine : faut plus ce laisser faire. Ils sont plus fort, plus cons, et bien payés pour matraqués mais ce n'est pas une raison pour qu'ils se croient tout permis. Si les « heurts urbains » pouvaient devenir une tradition populaire et sociale, ce serait pas forcément un mal… mais bon, on va encore se faire traiter de délinquants…

Larmes-o-point

Toulloù-bac'h, ADN… ha petra c'hoazh ?

Un monde merveilleux s'ouvre devant nous… prisons à foison, et ADN a gogo. Merci Sarko

Sklaer vo an dazont pa ouzer ne ra nemet kreskiñ niver ar brizonidi 'ba toulloù bac'h an demokratelezh gall. Arru omp da 55 471 prizoniad pa ouzer ne c'hell ket ar savadurioù degemer ouzhpenn 47 500 den. Divizet eo bet gant hor mignoned sevel toulloù bac'h nevez, peadra da laouenaat produourien betoñs, evel Bouygues… Dreist-holl pa ouzer e vez gortozet 60000 prizoniad evit an nevez amzer da zont. 60 000 den a zo ar muiañ niver a brizonidi e Bro-c'hall goude an eil brezel bed. Raffarin and co. o deus divizet digeriñ 13200 plas ouzhpenn betek 2006. Ya tudoù ! Gortozet oc'h ! Dreist-holl gant gouarnamant Rafarin, e seblant aes mont di ! Ijinet e vez mil doare evit ho kas en toul. Ur mod nevez evit digreskiñ niver an dud dilabour 'michañs ?
Met n'eo ket achu an istor… Trawalc'h eo bezañ toullbac'het a gav deoc'h ? e, e, tudoù… Sarko a ren ar vro… disoñjet ho peus dija ?

Un deiz a viz Genver eo bet goulennet seven da 270 prizoniadEZ Roazhon prestiñ un tamm ADN d'ar … Ha n'eo ket evit ober gwelloc'h eget Rael, da lavaret eo klonañ anezho. Tamm ha tamm e vez ijinet penaos kontroliñ ha evezhiañ gwelloc'h c'hoazh an dud. Gwech kentañ d'ar Stad neuze kemer kement a ADN evit klokañ o deuliadoù. Ar pal a zo bremañ kaout etre 600 000 ha 700 000 fichenn titouroù. A-benn nebeut, bezit sûr, e vo ret da bep hini reiñ e hini… ha ma n'oc'h ket laouen… kit en toull d'ho tro… evel pezh a zo bet prometet d'ar brizonidi a nac'hfe sentiñ (etre 6 miz ha 2 vloaz toull ouzhpenn).
Tennañ a ra hor bed muioc'h mui ouzh hini ijinet gant Orwell 'm'eus aon…

Ouzh un tu ar re fall,moneiz ebet ganto, ouzh un tu all, ar re vat, bourc'hizien leun o zoug-moneiz… etrezo un tropell fliked a gred dezho stourm evit ar justis pa stourmont evit peoc'h laerien buhez a vev evel rouaned gwechal…

FabrIs IskIs

Interview de Kamal, ancien guérillero kurde en Turquie

Soucieux d'explorer les différentes luttes de libération nationale par ceux qui les vivent ou les ont vécues, j'ai voulu commencer cette série d'interviews par le Kurdistan pour plusieurs raisons : d'abord, Rennes dispose d'une communauté de réfugiés politiques assez importante régulièrement victime des expulsions frénétiques de notre chère préfète, ensuite parce que les gesticulations coutumières de l'Europe forteresse qui nous encercle ont récemment placé la Turquie, l'un des pays occupant le Kurdistan, sur la scène médiatico-politique, enfin… ben, tout simplement parce que l'occasion s'est présentée. Je n'ai pas corrigé les éventuelles fautes de grammaire ou de prononciation pour ne pas risquer de dénaturer les propos de Kamal (nom de code dans la guérilla, pour plusieurs raisons et à la demande de l'interviewé son vrai nom ne sera pas cité) . OLC

Le Huchoer : Pour commencer, peux-tu nous dire qui tu es et nous décrire ton parcours militant et combattant en Turquie et au Kurdistan ?

Kamal : J'ai 33 ans, je suis kurde, et je suis actuellement réfugié politique. En Turquie, j'ai été à l'université où je suis allé dans les groupes révolutionnaires et on a fait beaucoup de manifestations. Après, j'ai décidé de faire plus de choses pour la révolution et j'ai rejoins les groupes armés de la guérilla. Un groupe turc où je suis resté deux ans.

L.H : Quelles ont été tes activitées dans la guérilla ?

K : Nous faisions entraînement combat (AK 47, BKC, G5…) et travail politique. Quelques fois on faisait des opérations sur point ennemi : poste de police turc par exemple. On surveille quelques mois et on décide… Pendant deux ans, ça toujours été comme ça. Une fois j'ai été blessé par éclat de grenades et enfin lors d'une mission dans une ville je me suis fait arrêter par police et je suis resté 3 ans dans les prisons. J'ai été libéré alors que le procès n'était pas fini. J'ai été condamné à peine de mort après perpétuité (peine commuée) mais je ne l'ai su que plus tard. Quand je suis sorti j'ai continué mes études et je suis devenu professeur de physique. Pendant ce temps, j'ai arrêté mes activités politiques. Après, j'ai appris que j'étais condamné et je suis venu en France.

L.H : Peux-tu nous décrire la situation politique, économique et sociale au Kurdistan occupé par la Turquie (Ouest du Kurdistan) ?

K : Économiquement, c'est comme colonie de la Turquie. Toutes les ressources du Kurdistan partent pour la Turquie et presque rien pour les Kurdes. Socialement et politiquement, toujours beaucoup de problèmes pour les kurdes car le gouvernement n'accepte pas les kurdes, la langue et la culture. Après 70, des petits-bourgeois kurdes ont essayé de faire quelques choses mais ce n'était pas bien. Après 73, le combat s'est plus fait avec les prolétaires. Après le coup d'état de 1980 plus rien n'était possible ni pour les travailleurs turcs ni pour les kurdes. En 84 a commencé la guérilla en Kurdistan.

L.H : La lutte kurde se cantonne-t-elle à une lutte de libération nationale ?

K : Non, la révolte kurde a un caractère socialiste. C'est appelé « scientific socialism », c'est-à-dire que l'on regarde les erreurs de Russie et des autres pays. On relit Marx et Lénine mais on adapte à la situation actuelle et des kurdes.

L.H : Penses-tu que l'indépendance soit la seule issue pour la libération culturelle et sociale des kurdes ?

K : Non, ce n'est pas le seul choix, mais c'est celui que l'on veut. Une majorité de kurdes l'ont choisi. Avec la conjoncture c'est très difficile : Turquie bien armée et alliée des States. On peut améliorer la culture et la langue, mais le but reste l'indépendance. C'est notre liberté, on ne peut pas négocier ça, aucun n'a le droit de nous le refuser, on est un peuple comme un autre, on choisit notre voie. Bien sur tout n'est pas le meilleur mais on recherche nos propres solutions pour nous contre l'occupation, pour la culture ou contre le capitalisme.

L.H : Revenons sur ta détention en Turquie (souvenons nous des problèmes liés aux prisons dans ce pays). Quelles sont les conditions de détentions là-bas, telles que tu les as vécues ?

K : Ma détention a été de 93 à 97. C'est des conditions pas bonnes pour tous les prisonniers. Il n'y a pas de liberté, pas d'informations car tu ne peux pas avoir les journaux ou la radio. Il y a aussi la torture et l'oppression que font les gardiens turcs. Mais quand j'y étais c'était mieux que maintenant car on pouvait se regrouper entre nous, on était solidaires mais maintenant avec le nouvel isolement. Maintenant si je veux retourner en Turquie ou au Kurdistan je ne peux toujours pas. J'irais droit à la prison. Mais je garde la solidarité avec l'extrême gauche turque et les kurdes.

La police attaque, contre-attaquons !

Petit rapport subjectif
sur la journée du 25 janvier.

Le samedi 25 janvier à Rennes, j'ai participé à une manif contre les nouvelles lois sécuritaires. Celle-ci s'est déroulée paisiblement, malgré un rythme un peu rapide et la présence de très nombreux flics en civil. Pas de « débordements », pas de casse : les CRS et gardes mobiles, pourtant venus en nombre, s'étaient tenus à bonne distance du cortège. Ensuite, j'ai été prendre un pot avec quelques amis : pour moi, ça avait été une bonne journée. Aussi, je suis tranquillement rentré chez moi pour manger. En passant près de la place de la mairie, j'ai vu que 200 ou 300 personnes étaient restées là, dans une ambiance festive. J'ai appris que quelques heurts avaient eu lieu près de la préfecture, mais que cela s'était terminé par un sitting pacifique. Tout allait bien…

Moins d'une heure plus tard, en me rendant à une soirée, je suis à nouveau passé Place de la Mairie. De loin, j'ai vu un groupe d'une dizaine de keufs à un angle de la place (en fait, il y en avait à chaque angle). Puis j'ai senti une odeur de lacrymogènes. En bruits de fond, des sirènes de police rugissaient. Décidé à voir la place elle-même, je passais devant le groupe de matraqueurs en armure : sur la place vide, quelques détritus et une poubelle renversée étaient tout ce qui restait de la joyeuse fête qui s'y déroulait peu auparavant. Sur le trottoir, j'ai remarqué quelques tâches de sang. En passant devant un deuxième groupe de pandores à la mine réjouie, j'ai pu saisir les mots « de toute façon, ce sont tous des drogués ». Juste après, j'ai rencontré un petit groupe de jeunes atterrés qui m'ont dit d'un air dégoûté que la charge des « forces de l'ordre » avait été féroce. Ne pouvant pas faire grand chose, j'ai continué mon chemin, l'angoisse au ventre.
Le lendemain Ouest-torchon, à la une, titrait : « Heurts violents à Rennes » avec comme sous-titre : « Une manifestation contre le projet de loi Sarkozy sur la sécurité intérieure a fini, hier soir à Rennes, en violents affrontements de rue entre jeunes et CRS. ».
Rétablissons la vérité. Il aurait fallu dire : « Après une journée de contestation pacifique, une charge violente et sans aucune justification possible des forces de police a fait dégénérer la situation : plusieurs manifestants blessés et de nombreuses interpellations ».
Cette manif à dominante libertaire a rassemblé des militants de divers horizons, des « teuffeurs », des punks, des SDF, des squatteurs et des personnes qui soutiennent les sans-papiers, c'est à dire une bonne partie de ceux que le gouvernement, notamment au travers de sa nouvelle loi, veut transformer en boucs-émissaires de la société. Elle n'était pas tolérable pour le pouvoir. A mon avis, elle DEVAIT se finir mal pour pouvoir justifier auprès des électeurs les lois qui se mettent en place. Mais ne voulant pas avoir à affronter la manifestation en elle-même, forte d'au moins 1500 personnes, on s'en est pris avec lâcheté à un reliquat festif de celle-ci. Un photographe de presse a été agressé. Des passants ébahis se sont vus agressés par les flics. Un véritable lynchage a eu lieu, où cinq CRS frappaient un jeune désarmé et à terre de leurs matraques. Contrairement au message lénifiant véhiculé par la presse (« Les autorités se félicitent que la confrontation n'ait fait aucun blessé »), plusieurs personnes ont été blessées…

Le lundi suivant, trois jeunes passaient en comparution immédiate devant le tribunal. Leur seul tort présumé : s'être défendus face à l'attaque violente et lâche de la police. Le juge semblait trouver que le fait d'être dehors un samedi soir vers 21 heures constituait en soi une raison de condamner les inculpés. Un des jeunes qui se trouvait Place de la Mairie au moment où les forces de répression l'ont fait évacuer a vu son animal de compagnie, un rat, s'échapper de son blouson. La petite bête s'est dirigée vers les CRS. L'un d'eux a dit : « c'est à toi, ça ? ». Le jeune a répondu simplement « oui ». L'ordure en uniforme l'a alors écrasé d'un coup de talon. C'est au cours de son retour, en larmes, vers son lieu d'habitation que le jeune a été capturé. Un autre était venu pour prendre des photos des exactions policières. Le troisième a été mensongèrement accusé de vol par la procureur durant son réquisitoire… Cette dernière a d'ailleurs requis sans l'obtenir une interdiction de manifester pendant trois ans : on a rarement vu plus liberticide. Tous trois ont été condamnés à **un mois de prison ferme** et trois mois avec sursis. Tout ça parce qu'un flic en civil les aurait reconnus de loin. Je ne dirais pas ici ce que je souhaite à cette personne.

(Si jamais les trois inculpés étaient coupables de ce qui leur est reproché, à savoir d'avoir lancé des projectiles vers les forces de police, je les en féliciterais et les encouragerais à se défendre encore légitimement à l'avenir. Quitte à se faire prendre des coups de matraque et emprisonner, autant que ce soit pour quelque chose.)
Les faits que j'ai décrits son atroces et doivent être dénoncés. Malgré tout, cette manifestation est la preuve que si les victimes des lois sécuritaires et par delà, du capitalisme triomphant, s'unissent, le pouvoir a peur et réagit violemment, montrant son vrai visage. Je parierais qu'il paiera l'addition sous la forme d'une radicalisation toujours plus grande. Notre solidarité et nos actions sont les seules armes dont nous disposons pour lutter et nous faire entendre. Continuons la lutte ! Passons à la vitesse supérieure !

RLA

SQUATTS

Plusieurs squatts voient leurs activités perdurer sur Rennes comme à la Villa Monbroumpf sur la plaine de Baud, où se sont déroulés des concerts comme le 25 janvier avec La Fraction, à l'Ekluserie, où ont lieu des soirées vidéo tous les lundis ainsi que des concerts de temps à autres (Amiante et Core y Gang le 28 janvier dernier). Square Arrot, plusieurs maisons sont occupées mais une expulsion imminente semble se préparer. C'est ce qui est arrivé à la Bank okupée, dans le centre de Rennes, qui après une courte existence et notamment un concert pendant les Trans, a vu ses occupants expulsés et ses portes murées le 20 décembre.
A Saint-Brieuc où l'existence du Wagon oscille entre légalité et illégalité tolérée (de part l'occupation de la maison attenant au wagon, dans laquelle se déroulent les concerts), les habitants passent leur cinquième hiver dans des conditions toujours aussi précaires, sur un site qui devait être temporaire au départ. La fréquence des concerts n'a pas baissée ; au programme on retrouvera le 7 février Golpe de Estado, le 15 une soirée Métal, le 5 mars Swellbellys, Anticlockwise et Killing Tomatoes, le 16 mars The Lucky Punch, le 5 avril Sens Interdit, les Apaches, les Destropouillaves et Sick on the Bus, le 13 avril X-Syndicate, le 15 mai Gilbert et ses problèmes, le 18 Fleas and Lice et du 6 au 9 juin le cinquième Fuckin'Art Rock.

MENHIRS LIBRES

Le projet de « Menhirland » à Carnac, projet d'aménagement du site mégalithique en site touristique et ayant pour corollaire rentabilité et expropriation d'habitants, a été abandonné par le ministre de la culture. Il faut dire que depuis plusieurs années de nombreux opposant-e-s au projet se sont beaucoup mobilisés, notamment avec l'occupation du belvédère l'année dernière. Cependant un autre projet devrait être proposé par le ministère dans les mois à venir. A noter que lors d'une intervention des opposants au projet à Josselin, au château du président UMP du conseil régional de Rohan, où ce dernier s'était d'ailleurs fait entarté, l'ancien navigateur Eugène Riguidel avait été poursuivi pour avoir bousculé le gardien du château. Il a été relaxé le 17 janvier dernier.

MANIFESTATION CONTRE LES LOIS SARKOZY

A l'initiative du groupe de la FA La Commune, avec le soutien non sans dissensions de Huch, du Comité d'agitation contre le sécuritaire, d'individu-e-s et avec la participation des teufeurs, du comité de soutien aux sans-papiers et de nombreux libertaires, la manifestation du 25 janvier à Rennes a rassemblé environ un millier de personnes place de la mairie.

LIBERATION

Le prisonnier antifasciste Yves Peirat a été libéré le 10 janvier. Après 39 mois de détention suite à des actions contre les locaux du Front National, contre les implantations de l'extrême-droite dans le sud de la France, Yves Peirat retrouve enfin la liberté. Il remercie toutes les personnes qui l'ont soutenu. Bon courage et bonne continuation à lui !

GALLO

La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire mène, outre son combat d'émancipation sociale et politique, un combat d'émancipation linguistique et culturelle . Elle va publier un lexique de gallo pour le printemps prochain qui résultera d'un travail de collectage sur les pays du Méné et du Penthièvre. Guettez l'info, la parution est imminente !

Le courrou d'néteïe

Toi aussi participe à l'axe du mal ...

... abonne-toi au Huchoèr !

(Prix indicatif : 6 euros pour 4 numéros. Chèque à l'ordre de CBIL)
Contact : Le Huchoèr c/o CBIL BP 7042 22200 Gwengamp cedex

Anavezout a rit Lik ha Lik ? Nann, n'eo ket Lik ha Lik ur merkl lisiv met ur strollad rock an hini eo… Ur strollad a gan nemetken e brezhoneg mar plij. Levezonet ar pevar den gant sonerezh lieseurt, fardet o deus deoc'h ur rekipe rok pounner evit plijadur ar vrezhonegerien (hag ar re all) a c'hortoz atav ma vefe selaouet un tamm "satu" en o yezh. Klevout a rit komz eus outo 'm 'eus aon pa 'z eo aet ar maout ganto evit esparadenn 2003 Arvorig Fm.. A 'benn neubeut 'ta ho po plijadur selaou ur bladennig tri titl anez-hi… En ur c'hortoz, e c'hellit atav mont d'o welet war al leurenn… startijenn a zo ganto.

Lik ha lik bev, d'ar 6 a viz C'hwevrer 2003 e Jardin Moderne ba' Roazhon, 9 eur noz.
Evit gouzout hiroc'h : http://www.chez.com/duzodu/sonerezh.html